



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240219-lmc1318803-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 20 février 2024
Date d'affichage : 21/02/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 FÉVRIER 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/101		
HABITAT PRIVE -OPAH TOULON AIDES OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 212 576 € DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT ET DE L'AVANCE DE L'AIDE REGIONALE POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 7 469 €		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/101

BUREAU DU 19 FÉVRIER 2024

**O B J E T : HABITAT PRIVE -OPAH TOULON AIDES OCTROYEES
AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE
LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT TOTAL
MAXIMUM DE 212 576 € DANS LE CADRE DU FONDS
D'AIDE A L'HABITAT ET DE L'AVANCE DE L'AIDE
REGIONALE POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM
DE 7 469 €**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et
au bureau,

VU la délibération n° 03/02/05/05 du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n° 05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n° 07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n° 03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU les délibérations n° 17/12/267 du 19 décembre 2017, n° 18/05/179 du 22 mai 2018, n° 18/11/346 du 23 novembre 2018 et n° 19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la délibération n° 18/10/307 du 25 octobre 2018 portant sur la convention pour l'OPAH sur le centre ancien de Toulon et modalités d'information du public,

VU la délibération N° 23/12/018 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2023 portant création des autorisations de programme, relatives aux opérations mises en œuvre dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'Octroi du 30 mai 2023 et du 31 octobre 2023 pour l'ensemble des dossiers des propriétaires ci-après présentés,

VU la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon signée le 25 mars 2019 avec les différents partenaires,

VU la convention de financement passée entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 fixant les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région PACA et les conditions dans lesquelles celle-ci remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées,

VU les conventions ci-annexées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence Equilibre Sociale de l'Habitat et Politique de la Ville, vise l'amélioration générale du parc privé par l'animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon.

CONSIDERANT que cet outil a pour objectif d'accompagner administrativement, financièrement, techniquement les propriétaires bailleurs, ainsi que les copropriétés dans leurs démarches de travaux d'amélioration et d'adaptation de logements,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les propriétaires bailleurs, ainsi qu'avec les copropriétés suivants les conventions ci-annexées pour des opérations d'amélioration et de réhabilitation d'immeubles et de logements d'un montant maximum de 212 576 euros dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain menée sur la commune de Toulon.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à verser au propriétaire bailleur s'il peut y prétendre, le montant de l'avance de l'aide régionale à hauteur maximale de 7 469 euros.

Ainsi que toutes les pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes :

COMMUNES	STATUT	NOM	ADRESSE	CATEGORIE	TPM SUB	REGION AVANCE SUBV	TOTAL A PAYER TPM+REGION
TOULON	Copropriété	Immobilière du Cap Brun	4, rue Notre Dame	Travaux de confortement du plancher haut du RDC	13 495 €	-	13 495 €
TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur Jean-Marc MIGNEREY	1, rue de l'Etoile (R+5)	Réhabilitation globale d'un logement vacant situé au R+5	6 264 €	-	6 264 €
TOULON	Copropriété	Cabinet Merle	6, place Vincent Raspail	Travaux de ravalement de façade qui comprennent des travaux d'intérêts architecturaux pour ce qui concerne les menuiseries, les appuis de fenêtres, les eaux pluviales et la pierre	6 739 €	-	6 739 €
TOULON	Copropriété	AMANS Immobilier	33, rue Paul Lendrin	Ravalement des façades avant et arrière d'un immeuble traversant, sur la rue Lendrin et la rue Alézard. Les travaux comprennent également des travaux d'intérêts architecturaux.	12 728 €	-	12 728 €
TOULON	Propriétaire bailleur	SCI Equerre Sébard Développement (Gérant : le Groupe Sebban Participation)	3, rue d'Astour	Réfection des façades situées rue d'Astour et rue Daumas	22 648 €	-	22 648 €

TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur et Madame BAZZANO Bruno et Dominique	11, rue des Riaux (R+3)	Travaux de réhabilitation énergétique et d'accessibilité à la salle de bain	13 171 €	-	13 171 €
TOULON	Copropriété	AMANS Immobilier	31, rue Paul Lendrin	Ravalement des façades avant et arrière d'un immeuble traversant, sur la rue Lendrin et la rue Alézard. Les travaux comprennent également des travaux d'intérêts architecturaux.	14 233 €	-	14 233 €
TOULON	Copropriété	AMANS Immobilier	39, rue Paul Lendrin	Ravalement des façades avant et arrière d'un immeuble traversant, sur la rue Lendrin et la rue Alézard. Les travaux comprennent également des travaux d'intérêts architecturaux	22 502 €	-	22 502 €
TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur SALA Romain (nu-propriétaire)	2, rue Leblond Saint Hilaire (R+5)	Rénovation énergétique	1 757 €	-	1 757 €
TOULON	Propriétaire bailleur	Madame PERRIN Dominique	11, rue des Riaux (R+4)	Rénovation énergétique	7 540 €	-	7 540 €
TOULON	Propriétaire bailleur	SCI POURQUOI PAS (Monsieur et Madame MACHON Christophe et Ginette)	38, rue Charles Poncy	Rénovation énergétique et conventionnement enoyer social de 6 logements	27 388 €	2 659 €	30 047 €

TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur MIGNEREY Jean-Marc	32, rue Augustin Daumas (R+3)	Réhabilitation globale d'un logement	2 426 €	-	2 426 €
TOULON	Propriétaire occupant	Monsieur CREBASSA Jean-Claude	12, rue des Savonnières	Réhabilitation thermiques du logement R+1	9 210 €	4 810 €	14 020 €
TOULON	Copropriété	Gambetta Immobilier	14, rue Chevalier Paul	Travaux de structure : bouclage d'un mur de refend et d'un trumeau	31 139 €	-	31 139 €
TOULON	Copropriété	Foncia Toulon	84/86, cours Lafayette	Confortement des planchers hauts des logements R+2 droit et R+3 droit.	11 605 €	-	11 605 €
TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur MERLIN Rémi	20, rue Baudin	Réhabilitation globale d'un logement et projet énergétique logement R+2	4 500 €	-	4 500 €
TOULON	Propriétaire occupant	Madame VIALA FAURE Isabelle	2, rue Emile Zola	Réhabilitation globale d'un logement très dégradé R+6 droite	5 231 €	-	5 231 €
					212 576 €	7 469 €	220 045 €

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2024 de TPM, sur l'autorisation de programme PLH PARC PRIVE – OPAH, opération 5124 et sur l'article 20422, opération 5129.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR MERLIN REMI EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN
LOGEMENT SITUE 20, RUE BAUDIN SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur MERLIN Rémi, propriétaire bailleur, demeurant 481, chemin du Vallon – 83270 SAINT-CYR-SUR-MER.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet du propriétaire d'amélioration de son logement au 2^{ème} étage du 20, rue Baudin entre dans le cadre de sa compétence, la

Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire

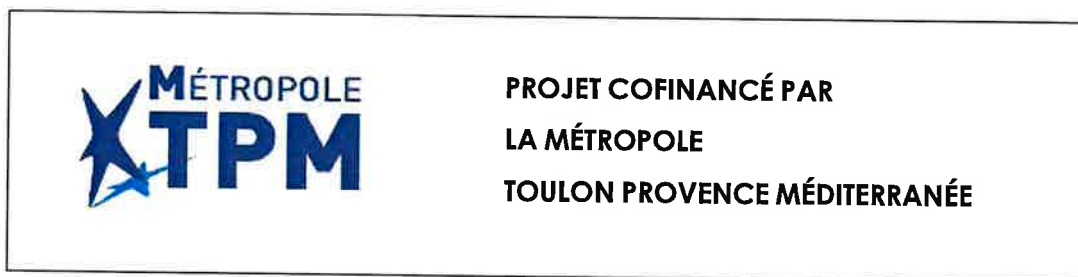
Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réhabilitation globale d'un logement avec sortie de vacance et amélioration énergétique du logement au 2^{ème} étage sis 20, rue Baudin à Toulon :

- Redistribution des pièces humides et réfection de la plomberie
- Mise aux normes électrique et de ventilation
- Isolation intérieure des murs de façade et réfection des surfaces (murs, sols et plafonds)
- Isolation des menuiseries (fenêtres et porte palière)
- Remplacement du système de chauffage et de l'ECS

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **4 500 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 17 459 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève 4 500 €

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 12 959 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le propriétaire

Monsieur MERLIN Rémi



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR JEAN-MARC MIGNEREY EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN LOGEMENT SITUE AU 5^{ème} ETAGE DE L'IMMEUBLE 1, RUE DE
L'ETOILE SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur Jean-Marc MIGNEREY, propriétaire bailleur, demeurant 71, chemin de l'Escourche, Les Katikias - 83150 BANDOL.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet du propriétaire d'amélioration du logement au 5^{ème} étage 1, rue de l'Etoile entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réhabilitation globale avec travaux de rénovation énergétique d'un logement vacant situé au 5^{ème} étage de l'immeuble sis 1, rue de l'Etoile à Toulon.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec Le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **6 264 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 29 528 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 6 264 €

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 23 264 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le propriétaire

Monsieur Jean-Marc MIGNEREY



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR SALA ROMAIN EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN
LOGEMENT au 5^{ème} ETAGE SITUE 2, RUE LEBLOND SAINT HILAIRE SUR
LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur SALA Romain, nu propriétaire, demeurant 956, route de la Diote – 13 105 MIMET.
Ci-après désigné par le terme « le nu-propriétaire »
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet du nu-propriétaire d'amélioration du logement du 5^{ème} étage de l'immeuble 2, rue Leblond Saint Hilaire entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement des propriétaires

Le nu-propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la rénovation énergétique du logement du 5^{ème} étage de l'immeuble sis 2, rue Leblond Saint Hilaire à Toulon.

Le nu-propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le nu-propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le nu-propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le nu-propriétaire s'engage afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet des propriétaires s'engagent par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **1 757 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 4 884 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 1 757 €

Le reste à charge du nu-propiétaire s'engage s'élève à 3 127 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du nu-propiétaire s'engage au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le nu-propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du nu-propriétaire s'engage ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du nu-propriétaire

En cas de non-respect par le nu-propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, ils reverseront à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au nu-propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le nu-propriétaire
Monsieur SALA Romain

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MADAME ISABELLE VIALA FAURE EN VUE DE LA REHABILITATION
DE SON LOGEMENT SITUE AU 2, RUE EMILE ZOLA
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Madame Isabelle Viala Faure, propriétaire occupant, demeurant 2, rue Emile Zola – 83 000 TOULON
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-occupants.

A cette fin, le Conseil Métropolitain la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la propriétaire d'amélioration de son logement, entre dans le cadre de sa compétence, de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la propriétaire

La propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son logement du 6^{ème} étage sis 2, rue Emile Zola qui porte sur la rénovation globale et thermique d'un logement très dégradé. Le projet prévoit la réhabilitation des réseaux électriques et de plomberie, l'installation d'un équipement de salle de bains, WC et cuisine, l'isolation des murs et plafonds, la pose d'une VMC, et le changement d'une grande menuiserie très dégradée et déperditive au niveau énergétique.

La propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



**PROJET COFINANCE PAR
LA METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu une délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **5 231€**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 61 069 € TTC

Le montant global des subventions s'élève à 46 226 €

Le reste à charge de la propriétaire s'élève à 14 843€

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La propriétaire est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par la propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

La Propriétaire

Madame Isabelle Viala Faure



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA SCI EQUERRE SEMARD DEVELOPPEMENT EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 3, RUE D'ASTOUR SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SCI Equerre Sémard Développement, représentée par son gérant le Groupe Sebban Participations demeurant 1, place des Prêcheurs – 13 100 AIX EN PROVENCE.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la SCI Equerre Sémard Développement d'amélioration de l'immeuble 3, rue d'Astour entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SCI Equerre Sémard Développement

La SCI Equerre Sémard Développement s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réfection des façades situées rue d'Astour et Daumas de l'immeuble sis 3, rue d'Astour à Toulon.

La SCI Equerre Sémard Développement s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SCI Equerre Sémard Développement s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SCI Equerre Sémard Développement s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la SCI Equerre Sémard Développement afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SCI Equerre Sémard Développement par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **22 648 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 94 952 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 22 648 €

Le reste à charge de la SCI Equerre Sémard Développement s'élève à 72 304 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de Equerre Sémard Développement au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SCI Equerre Sémard Développement est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la SCI Equerre Sémard Développement ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SCI Equerre Sémard Développement

En cas de non-respect par la SCI Equerre Sémard Développement de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SCI Equerre Sémard Développement.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La SCI Equerre Sémard Développement
représentée par son gérant

Le Groupe Sebban Participations



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 4, RUE NOTRE DAME EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 4, RUE NOTRE DAME SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 4, rue Notre Dame, représentée par son syndic, l'Immobilière du Cap Brun demeurant 2336, avenue de la Résistance - 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 4, rue Notre Dame d'amélioration de l'immeuble 4, rue Notre Dame entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

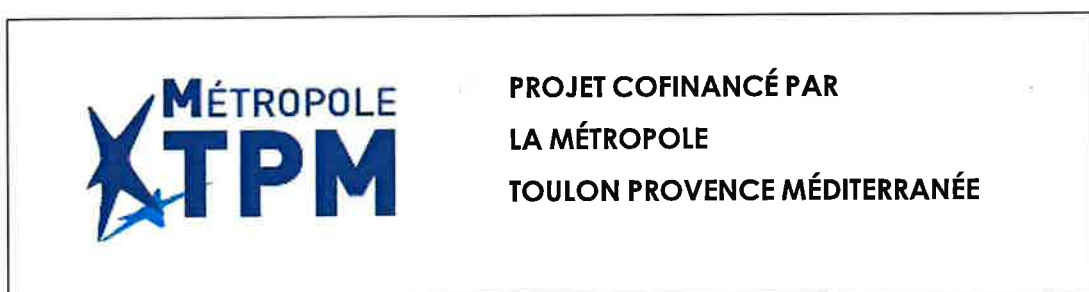
ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 4, rue Notre Dame

La copropriété 4, rue Notre Dame s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de confortement du plancher haut du rez-de-chaussée de l'immeuble sis 4, rue Notre Dame à Toulon.

La copropriété 4, rue Notre Dame s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 4, rue Notre Dame s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 4, rue Notre Dame s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 4, rue Notre Dame afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 4, rue Notre Dame par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **13 495 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 55 283 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 13 495 €

Le reste à charge de la copropriété 4, rue Notre Dame s'élève à 41 788 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la copropriété 4, rue Notre Dame chez Immobilière du Cap Brun au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 4, rue Notre Dame est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 4, rue Notre Dame ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 4, rue Notre Dame

En cas de non-respect par la copropriété 4, rue Notre Dame de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 4, rue Notre Dame.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 4, rue Notre Dame
représentée par son syndic

Immobilière du Cap Brun



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 6, PLACE VINCENT RASPAIL EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 6, PLACE VINCENT RASPAIL
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 6, place Vincent Raspail, représentée par son syndic, le Cabinet Merle demeurant 1, rue Hippolyte Duprat – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 6, place Vincent Raspail d'amélioration de l'immeuble 6, place Vincent Raspail entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 6, place Vincent Raspail

La copropriété 6, place Vincent Raspail s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de ravalement de façade de l'immeuble sis 6, place Vincent Raspail à Toulon. Ils comprennent des travaux d'intérêts architecturaux pour ce qui concerne les menuiseries, les appuis de fenêtres, les eaux pluviales et la pierre.

La copropriété 6, place Vincent Raspail à Toulon s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 6, place Vincent Raspail à Toulon s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 6, place Vincent Raspail à Toulon s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 6, place Vincent Raspail à Toulon afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 6, place Vincent Raspail à Toulon par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **6 739 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 25 696 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 6 739 €

Le reste à charge de la copropriété 6, place Vincent Raspail à Toulon s'élève à 18 957 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du syndic de copropriété 6, place Vincent Raspail chez Cabinet Merle au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 6, place Vincent Raspail est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 6, place Vincent Raspail ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 6, place Vincent Raspail

En cas de non-respect par la copropriété 6, place Vincent Raspail de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 6, place Vincent Raspail.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 6, place Vincent Raspail
représentée par son syndic

Le Cabinet Merle



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR ET MADAME BAZZANO BRUNO EN VUE DE LA
REHABILITATION DE SON LOGEMENT SITUE AU 11, RUE DES RIAUX AU
3^{ème} ETAGE SUR LE COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur et Madame BAZZANO Bruno et Dominique, propriétaire bailleur, demeurant Quartier la Couchoua, La Treille – 83330 LE BEAUSSET
Ci-après désigné par le terme « les propriétaires »
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires.

A cette fin, le Conseil Métropolitain la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence

Méditerranée.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet des propriétaires d'amélioration de son logement, entre dans le cadre de sa compétence, Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement des propriétaires

Les propriétaires s'engagent à réaliser un projet d'amélioration de leur logement au 3^{ème} étage du 11, rue des Riaux qui porte sur des travaux de réhabilitation énergétique et d'accessibilité à la salle de bain. Les propriétaires réalisent ces travaux pour améliorer le confort de leur locataire avec un conventionnement en loyer social.

Les propriétaires s'engagent à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Les propriétaires s'engagent sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, ils tiendront à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Les propriétaires s'engagent à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur

à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu une délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet des propriétaires par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **13 171 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 26 381€ TTC

Le montant global des subventions s'élève à 20 666,63 €

Le reste à charge des propriétaires s'élève à 5 714,37 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom des propriétaires au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Les propriétaires sont seuls responsables de la réalisation du projet financé. En leur qualité de maître d'ouvrage, ils seront compétents pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet des propriétaires ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations des propriétaires

En cas de non-respect par les propriétaires de leurs engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, ils reverseront à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification aux propriétaires.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Les propriétaires
Monsieur et Madame BAZZANO
Bruno et Dominique

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MADAME PERRIN DOMINIQUE EN VUE DE LA REHABILITATION DE
SON LOGEMENT SITUE AU 11, RUE DES RIAUX AU 4^{ème} ETAGE SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Madame Perrin Dominique, propriétaire bailleur, demeurant 367, boulevard Jean-Baptiste Abel, So-Zen bâtiment C – 83000 TOULON
Ci-après désigné par le terme « la propriétaire »
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires.

A cette fin, le Conseil Métropolitain la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence

Méditerranée.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la propriétaire d'amélioration de son logement, entre dans le cadre de sa compétence, Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la propriétaire

La propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son logement au 4^{ème} étage du 11, rue des Riaux qui porte sur des travaux de rénovation énergétique. La propriétaire conventionne le loyer en loyer intermédiaire.

La propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La propriétaire s'engage sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu une délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **7 540 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 12 973 € TTC

Le montant global des subventions s'élève à 10 219 €

Le reste à charge des propriétaires s'élève à 2 754 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La propriétaire est seule responsable de la réalisation du projet financé. En leur qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la propriétaire

En cas de non-respect par la propriétaire de son engagement, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La propriétaire
Madame Perrin Dominique

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR CREBASSA JEAN-CLAUDE EN VUE DE LA
REHABILITATION DE SON LOGEMENT SITUE AU 12, RUE DES
SAVONNIERES AU PREMIER ETAGE A TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur CREBASSA Jean-Claude, propriétaire occupant, demeurant 12, rue des Savonnières – 83 000 TOULON
Ci-après désigné par le terme « le propriétaire »
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-occupants.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du

13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, signataires de la convention ANAH dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention. En effet, cette convention fixe les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Considérant que le projet du propriétaire d'amélioration de son logement au premier étage sis à Toulon (Var), 12, rue des Savonnières entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son logement qui porte sur la réhabilitation thermique par l'isolation des murs par insufflation, le changement des fenêtres, de la porte d'entrée et la mise en place d'une VMC hygroréglable, d'une pompe à chaleur monobloc et les travaux induits notamment une mise en sécurité électrique.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la

mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **14 020 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 9 210€

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 4 810 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 35 412 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 35 412 €.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 0 € sous réserve d'un écrêtement possible au moment de la demande de paiement.

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention fera l'objet d'un acompte plafonné à 50% du montant prévu et sera versé à la signature de la présente convention par toutes les parties.

Le solde s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de

réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Propriétaire

Monsieur CREBASSA Jean-Claude



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 14, RUE CHEVALIER PAUL EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 14, RUE CHEVALIER PAUL SUR
LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 14, rue Chevalier Paul, représentée par son syndic, Gambetta Immobilier demeurant 27, rue Gimelli – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 14, rue Chevalier Paul d'amélioration de l'immeuble 14, rue Chevalier Paul entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 14, rue chevalier paul

La copropriété 14, rue Chevalier Paul s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de structure, à savoir le bouclage d'un mur de refend entre le local commercial et le hall d'entrée et d'un trumeau du local commercial, en rez-de-chaussée de l'immeuble sis 14, rue Chevalier Paul à Toulon.

L'entreprise BEGP Structures est missionnée pour l'étude, le projet et le suivi de chantier.

La copropriété 14, rue Chevalier Paul s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 14, rue Chevalier Paul s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 14, rue Chevalier Paul s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 14, rue Chevalier Paul afin

de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 14, rue Chevalier Paul par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **31 139 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 122 924 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 31 139 €

Le reste à charge de la copropriété 14, rue Chevalier Paul s'élève à 91 785 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SDC 14, rue Chevalier Paul au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 14, rue Chevalier Paul est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 14, rue Chevalier Paul ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 14, rue Chevalier Paul

En cas de non-respect par la copropriété 14, rue Chevalier Paul de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 14, rue Chevalier Paul.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 14, rue Chevalier Paul
représentée par son syndic

Gambetta Immobilier



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 31, RUE PAUL LENDRIN EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 31, RUE PAUL LENDRIN SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 31, rue Paul Lendrin, représentée par son syndic, AMANS Immobilier demeurant 23, boulevard Fénélon – 83 200 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 31, rue Paul Lendrin d'amélioration de l'immeuble 31, rue Paul Lendrin entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 31, rue Paul Lendrin

La copropriété 31, rue Paul Lendrin s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le ravalement des façades avant et arrière de l'immeuble traversant, 31, rue Paul Lendrin, sur la rue Lendrin et la rue Aléazard. Les travaux comprennent également des travaux d'intérêts architecturaux.

La copropriété 31, rue Paul Lendrin s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 31, rue Paul Lendrin s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 31, rue Paul Lendrin s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 31, rue Paul Lendrin afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 31, rue Paul Lendrin par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **14 233 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 88 953 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 14 233 €

Le reste à charge de la copropriété 31, rue Paul Lendrin s'élève à 74 720 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SDC 31, rue Paul Lendrin chez AMANS Immobilier au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 31, rue Paul Lendrin est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 31, rue Paul Lendrin ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 31, rue Paul Lendrin

En cas de non-respect par la copropriété 31, rue Paul Lendrin de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 31, rue Paul Lendrin.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 31, rue Paul Lendrin
représentée par son syndic

AMANS Immobilier



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR MIGNEREY JEAN-MARC EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN LOGEMENT AU 3^{ème} ETAGE DE L'IMMEUBLE SITUE 32, RUE
AUGUSTIN DAUMAS SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur MIGNEREY Jean-Marc, propriétaire bailleur, demeurant 71, chemin de l'Escourche, les Katikias, îlot 35 – 83150 BANDOL.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet du propriétaire d'amélioration du logement du 3^{ème} étage de l'immeuble 32, rue Augustin Daumas entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de réhabilitation globale du logement au 3^{ème} étage de l'immeuble sis 32, rue Augustin Daumas à Toulon.

Plusieurs postes de travaux sont prévus, tels que l'électricité, la plomberie, les revêtements de sol et muraux.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec Le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **2 426 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 18 453 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 2 426 €

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 16 027 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le propriétaire

Monsieur MIGNEREY Jean-Marc



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 33, RUE PAUL LENDRIN EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 33, RUE PAUL LENDRIN SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 33, rue Paul Lendrin, représentée par son syndic, AMANS Immobilier demeurant 23, boulevard Fénélon – 83 200 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 33, rue Paul Lendrin d'amélioration de l'immeuble 33, rue Paul Lendrin entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 33, rue Paul Lendrin

La copropriété 33, rue Paul Lendrin s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le ravalement des façades avant et arrière de l'immeuble traversant, 33, rue Paul Lendrin, sur les rues Lendrin et Aléazard. Les travaux comprennent également des travaux d'intérêts architecturaux.

La copropriété 33, rue Paul Lendrin s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 33, rue Paul Lendrin s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 33, rue Paul Lendrin s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 33, rue Paul Lendrin afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 33, rue Paul Lendrin par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **12 728 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 54 174 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 12 728 €

Le reste à charge de la copropriété 33, rue Paul Lendrin s'élève à 41 446 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SDC 33, rue Paul Lendrin chez AMANS Immobilier au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 33, rue Paul Lendrin est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 33, rue Paul Lendrin ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 33, rue Paul Lendrin

En cas de non-respect par la copropriété 33, rue Paul Lendrin de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 33, rue Paul Lendrin.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 33, rue Paul Lendrin
représentée par son syndic

AMANS Immobilier

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA SCI POURQUOI PAS EN VUE DE LA REHABILITATION DE
LOGEMENTS SITUE AU 38, RUE CHARLES PONCY SUR LA COMMUNE
DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SCI POURQUOI PAS, propriétaire bailleur, représentée par ses gérants Monsieur et Madame MACHON Christophe et Ginette, demeurant 270, route de la Benoîte – 83 320 CARQUEIRANNE,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans

le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la SCI POURQUOI PAS de réhabilitation des logements situés 38, rue Charles Poncy entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SCI POURQUOI PAS

La SCI POURQUOI PAS s'engage à réaliser un projet qui porte sur la rénovation énergétique de six logements occupés de l'immeuble 38, rue Charles Poncy. Un conventionnement en loyer social est prévu pour les 6 logements

La SCI POURQUOI PAS s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SCI POURQUOI PAS s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SCI POURQUOI PAS s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec La SCI POURQUOI PAS afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **30 047 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 27 388 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 2 659 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 71 720 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 67 867 €.

Le reste à charge de la SCI POURQUOI PAS s'élève à 3 853 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SCI POURQUOI PAS au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SCI POURQUOI PAS est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de

réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SCI POURQUOI PAS

En cas de non-respect par la SCI POURQUOI PAS de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SCI POURQUOI PAS.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

SCI POURQUOI PAS
Représentée par ses gérants

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Monsieur et Madame MACHON
Christophe et Ginette



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 39, RUE PAUL LENDRIN EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 39, RUE PAUL LENDRIN SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 39, rue Paul Lendrin, représentée par son syndic, AMANS Immobilier demeurant 23, boulevard Fénélon – 83 200 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 39, rue Paul Lendrin d'amélioration de l'immeuble 39, rue Paul Lendrin entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

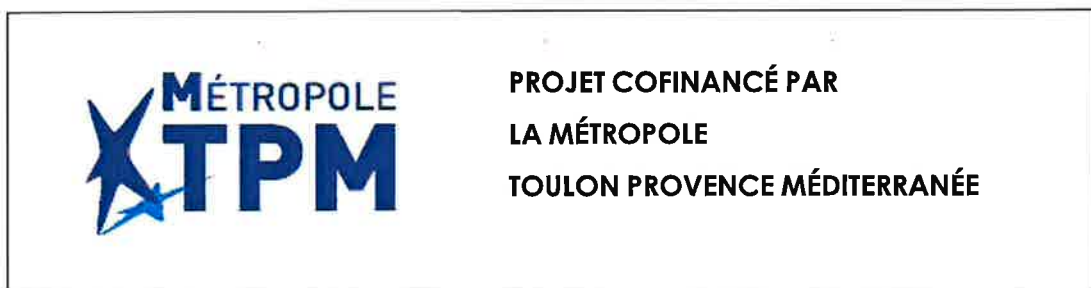
ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 39, rue Paul Lendrin

La copropriété 39, rue Paul Lendrin s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le ravalement des façades avant et arrière de l'immeuble traversant, 39, rue Paul Lendrin, sur la rue Lendrin et la rue Alézard. Les travaux comprennent également des travaux d'intérêts architecturaux.

La copropriété 39, rue Paul Lendrin s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 39, rue Paul Lendrin s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 39, rue Paul Lendrin s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 39, rue Paul Lendrin afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 39, rue Paul Lendrin par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **22 502 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 87 498 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 22 502 €

Le reste à charge de la copropriété 39, rue Paul Lendrin s'élève à 64 996 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SDC 39, rue Paul Lendrin chez AMANS Immobilier au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 39, rue Paul Lendrin est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 39, rue Paul Lendrin ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 39, rue Paul Lendrin

En cas de non-respect par la copropriété 39, rue Paul Lendrin de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 39, rue Paul Lendrin.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 39, rue Paul Lendrin
représentée par son syndic

AMANS Immobilier



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 84/86, COURS LAFAYETTE EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 84/86, COURS LAFAYETTE SUR
LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 84/86, cours Lafayette, représentée par son syndic, Foncia Toulon demeurant 95, rue Montebello – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 84/86, cours Lafayette d'amélioration de l'immeuble 84/86, cours Lafayette entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 84/86, cours Lafayette

La copropriété 84/86, cours Lafayette s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le confortement des planchers haut des logements R+2 droit et R+3 droit de l'immeuble sis 84/86, cours Lafayette à Toulon.

La copropriété 84/86, cours Lafayette s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 84/86, cours Lafayette s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 84/86, cours Lafayette s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 84/86, cours Lafayette afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 4, allée Amiral Courbet par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **11 605 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 46 840 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 11 605 €

Le reste à charge de la copropriété 84/86, cours Lafayette s'élève à 35 235 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SAS Sun Immobilier copropriété 84, cours Lafayette au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 84/86, cours Lafayette est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 84/86, cours Lafayette ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 84/86, cours Lafayette

En cas de non-respect par la copropriété 84/86, cours Lafayette de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 84/86, cours Lafayette.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 84/86, cours Lafayette
représentée par son syndic

Foncia Toulon

